

LOCALISER L'ÉPREUVE DÉMOCRATIQUE. ASSEMBLAGES, CIRCULATIONS, IMAGINAIRES

14, 15 et 16 NOVEMBRE 2019

COLLOQUE INTERNATIONAL À LA MSH PARIS NORD À SAINT-DENIS

APPEL À CONTRIBUTIONS

Occupation des ronds-points par les Gilets jaunes après les places publiques par Nuit debout, assemblée des assemblées et aspirations communalistes, Zones de gratuité, listes citoyennes, révolte populaire en Algérie, gestion partagée des communs, plainte contre l'État face à son inaction sur le changement climatique, mobilisations contre les violences policières ... les expérimentations citoyennes qui se multiplient ces dernières années témoignent d'une aspiration radicale à un autre fonctionnement démocratique que les dispositifs participatifs ne sont pas parvenus à capter. En explorant et analysant une série « d'expérimentations démocratiques », le congrès 2017 du Gis *Démocratie et Participation* avait souhaité acter une nouvelle orientation dans un contexte d'urgence démocratique plus forte que jamais. Le mouvement des Gilets Jaunes est venu confirmer le constat que nous faisons alors d'une crise aiguë du politique et d'une aspiration radicale à la démocratie. Il révèle également une insatisfaction face à un pouvoir toujours plus vertical et autoritaire, et un sentiment de perte de souveraineté. Plus profondément, les signes d'un rétrécissement démocratique se font chaque jour sentir un peu plus : de la victoire électorale de Trump à celle de Bolsonaro, de la criminalisation des militants solidaires des réfugiés à la restriction du droit de manifester, des procès baillons à la mise à mal de l'autonomie de la presse... les libertés publiques semblent menacées.

Dans ce nouveau contexte, s'il s'agit toujours d'appréhender la multiplicité des formes d'expérimentation démocratique, le pari de ce colloque est de saisir ensemble ce double mouvement qui fait la complexité de l'épreuve démocratique : expérimentations et répression des alternatives citoyennes. La notion d'épreuve démocratique permet de penser à la fois les épreuves subies par la démocratie et les expériences par lesquelles elle fait la preuve de son existence sous des formes parfois renouvelées. Elle permet également d'interroger la place du conflit comme enjeu collectif, de s'attacher aux formes qu'il prend, de saisir les modalités de la mise en débat à différentes échelles et d'analyser les fragilités démocratiques des sociétés

contemporaines. Localiser l'épreuve démocratique, cela signifie à la fois la repérer, la faire advenir en situation, l'actualiser et la « rendre locale », c'est à dire être attentif·ve·s aux propriétés des acteur·trice·s et des lieux. Cela permet aussi d'interroger le « local » comme espace de résistance à des épreuves démocratiques émergeant à d'autres niveaux et de reconnaître la nécessité de réfléchir aux lieux concrets, aux espaces matériels de l'expérimentation démocratique.

Ce colloque invite à localiser l'épreuve démocratique autour de trois axes qui peuvent s'articuler :

- Observer les **assemblages**, notion qui permet d'aborder à la fois les configurations institutionnelles à l'œuvre et les formes d'assemblées et d'arrangements de pratiques, pour envisager la diversité des modes d'institution, ainsi que les liens et articulations entre elles ;
- Décrire les **circulations**, des personnes, des pratiques et des idées, circulations physiques et matérielles ou par les réseaux sociaux entre les expériences locales et/ou localisées, et les réagencements d'échelle ainsi produits.
- Saisir les **imaginaires** à l'œuvre, autre manière de poser la question des idéologies et des projets politiques : situer la production de différents imaginaires sociaux du politique, notamment des relations entre participation et représentation.

L'irruption des Gilets jaunes constitue un moment d'inventivité politique historique, venant poser avec une acuité renouvelée l'urgence sociale, politique et environnementale d'une vie démocratique. Chaque rond-point occupé s'est révélé être un point de bifurcation dans des vies heurtées qui ont transformé ces espaces sans qualité en lieux de solidarité, d'organisation des luttes et d'initiatives possibles. À l'inverse de ce que certains ont voulu voir comme un assemblage baroque et incertain de revendications disparates, « errance des désespoirs » (Vanier, 2019), sans cohérence permettant d'en proposer une explication, d'autres analyses ont souligné la construction « citoyenniste » (Hayat, 2019) de l'unité et de la durée d'un mouvement social horizontal, autour de revendications signifiant pendant des mois, acte après acte, l'attachement commun à un pacte social trahi et affirmant des valeurs morales largement partagées. La « révolte anti-néolibérale » constitue une véritable épreuve démocratique, écologique et égalitaire, qui interpelle également les sciences sociales et que nous chercherons à explorer au cours de ce colloque en prenant en compte ses ambiguïtés et contradictions. Les Gilets jaunes ont manifesté de manière inattendue les enjeux d'une démocratie des publics (Manin, 2006), en affirmant l'égalité des capacités politiques, la compétence du peuple, plutôt que l'éclipse du public, sa soumission aux injonctions à l'adaptation (Stiegler, 2019). C'est sans doute ce qui explique la répression sans précédent par laquelle le gouvernement a cherché à contenir le mouvement, donnant au contraire une visibilité croissante à l'autoritarisme et aux menaces qui pèsent aujourd'hui sur les libertés publiques.

Le tournant néo-libéral s'accompagne en effet de façon croissante d'un tournant autoritaire. La réduction des marges de manœuvre et de l'espace des droits démocratiques (Chamayou, 2018 ; Brown, 2019) va de pair avec la gouvernementalité néo-libérale. Au-delà de la « haine de la démocratie » (Rancière, 2005) qui gagne certaines fractions des élites au pouvoir, c'est tout un ensemble de contraintes imposées à l'exercice de l'activité démocratique qui se multiplie : répression policière des mobilisations, restriction de la liberté de manifestation,

poursuites judiciaires et amendes à l'encontre des militant.es, suppression des emplois aidés nécessaires à l'activité associative... ces dérives autoritaires affectent fortement les expérimentations démocratiques (Codaccioni, 2019). D'un côté celles-ci sont contraintes dans leurs modalités matérielles d'expression (difficulté d'accès à des locaux ou à des subventions, voire disqualification des militant.es les plus mobilisé.es). De l'autre, ces formes de répression à bas bruit constituent autant de menaces qui contribuent à désinciter certains collectifs à s'engager dans des activités critiques, d'interpellation ou de rapports de force avec les institutions. Ce colloque vise donc à interroger l'ensemble des épreuves qui pèsent sur les expérimentations démocratiques, en France comme à l'étranger, dans les pays du Nord comme du Sud global, afin de saisir les éventuelles spécificités liées aux cadres nationaux et aux structures socio-économiques qui façonnent l'action collective.

Assemblages

Dans la réflexion sur les assemblages entre une variété d'acteur·trice·s ou de modes d'institution, il conviendra d'être attentif·ve aux manières par lesquelles des expérimentations démocratiques peuvent être cadrées, réprimées ou récupérées par des institutions, qu'elles soient étatiques ou non, voire utilisées contre la démocratie elle-même ; ainsi qu'aux capacités d'expérimentation de diverses formes d'institutions. Que fait l'expérimentation aux dispositifs institués, et que fait l'institution à l'expérimentation ? On pourra également s'attacher à saisir et penser la question des solidarités (notamment quand l'État se retire) et celle des disputes autour de l'institutionnalisation des lieux d'alternatives ; ainsi Alternatiba, le mouvement des villes en transition, les solidarités grecques et d'autres mouvements locaux comme les ZAD sont des objets stimulants parmi d'autres pour penser les alternatives démocratiques dans la perspective de l'autonomie.

Avec en ligne de mire les élections municipales de 2020 en France et sur la base d'expériences ailleurs dans le monde (par exemple les municipalités du changement en Espagne depuis 2015), il s'agira également d'interroger les tentatives de réappropriations de la démocratie locale par les citoyen·ne·s, que ce soit via la constitution de listes autonomes dans le cadre de projets municipalistes ou via la promotion de mécanismes visant à démocratiser le pouvoir local (votation et interpellation citoyennes, RIC, budget participatif, etc.). Afin de revisiter les liens entre « démocratie locale », participation et démocratie représentative, plusieurs pistes de recherche sont ouvertes. Quelle est la place de la participation dans le discours des candidat·e·s aux élections municipales ? La participation citoyenne s'est-elle définitivement banalisée, dissoute par le système politique local, ou demeure-t-elle un enjeu de la compétition politique ? Comment se constituent les listes citoyennes ? Quelles sont leurs sources d'inspiration, certaines se revendiquant de l'expérience zapatiste et de son autogouvernement local ? Comment ces références – du Rojava à Saillans – circulent-elles, sont-elles traduites et appropriées (Ross, 2015) ? Peut-on parler en France, et au-delà, d'un nouveau municipalisme, en tant que véritable projet politique (Cossart, 2017) ? Quelles en sont les traductions concrètes dans l'exercice du pouvoir ? Ces projets parviennent-ils à faire vivre la démocratie locale et à faire émerger des alternatives politiques ? Plus largement, comment est pensé et s'expérimente l'articulation entre pouvoir et contre-pouvoir, notamment à l'échelle locale ? Le pouvoir d'agir des citoyens ne peut-il s'exprimer que par des formes autonomes et antagoniques ou peut-il également se confronter à l'institution, éventuellement pour la subvertir de l'intérieur ? Comment le

mouvement des Gilets jaunes et le « Grand débat » ont-ils affecté ces dynamiques ? Un des enjeux sera ce faisant de saisir les dynamiques d'institutionnalisation – ou de résistance à celle-ci – des expérimentations démocratiques.

La question du « local » oblige également à être attentif·ves aux « communautés » qui le peuplent ou le constituent, aux collectifs à l'œuvre : quels sont les ressorts de ces groupements, peuvent-ils être considérés comme communautaires, comment peuvent-ils réinventer des formes d'auto-organisation, quelle est la force de ces communautés locales ? Comment se constituent-elles comme ressources de démocratisation ou comme espaces de rapports de force inégalitaires et d'exclusion ? Quelles différences peut-on observer, le cas échéant, entre expérimentations démocratiques incluant des formes de coprésence des corps, et celles où cette coprésence n'existe pas, remplacée par des plateformes numériques ? Quel peut-être le rôle des designers, architectes et paysagistes dans la qualité démocratique de la coprésence ?

Plus généralement, l'enjeu est de savoir comment saisir les épreuves démocratiques portées par ces formes d'ancrage, d'attachement et/ou de relocalisation. D'une part les expérimentations démocratiques locales peuvent n'être que des « à côté » d'une post-démocratie et d'un néo-libéralisme qui continueraient à dominer. D'autre part, il existe des formes de territorialisation et de relocalisation, y compris par le recours à la notion d'autochtonie, qui visent à la sécession, plus qu'à l'intégration et à la solidarité généralisée. De ce point de vue, une perspective historique peut s'avérer particulièrement pertinente pour distinguer les espaces et ancrages territoriaux émancipatoires et démocratiques de ceux qui ne le seraient pas.

Circulations

On peut également s'interroger sur les modalités et les effets des circulations des discours et pratiques démocratiques. Comment circulent les expériences participatives au sein ou entre les espaces locaux ? Quels sont les acteurs, les mécanismes, les logiques, les territoires de ces circulations ? Quelle expérience politique naît de la circulation des expérimentations ? Quels sont les effets de ces circulations entre des segments, potentiellement antagoniques, de la société (monde associatif et monde marchand, mouvements sociaux et patronat, gauche et droite, initiatives citoyennes et institutions publiques). On peut se demander dans quelle mesure ces circulations favorisent la domestication de la critique du pouvoir par l'affaiblissement des imaginaires démocratiques de la participation citoyenne, ou au contraire permettent leur diffusion et leur enrichissement. La question de l'appropriation par les groupes conservateurs de la thématique participative est centrale de ce point de vue. Alors qu'on n'a jamais autant parlé de tirage au sort et d'assemblées citoyennes, que le « Grand débat » a expérimenté à une échelle inégalée des formes de délibération collective, dans quelle mesure ces circulations et réappropriations démocratiques reproduisent-elles les écueils déjà éprouvés des dispositifs participatifs ou viennent-elles pour partie les déplacer ou les transformer ?

Par ailleurs, dans ces circulations, une place particulière peut être réservée aux enjeux concernant le statut et la diffusion du savoir. La science moderne s'est bâtie en rupture avec le savoir populaire, de même que les démocraties ont tenté de résoudre la tension entre les dimensions individuelle et institutionnelle de la citoyenneté par le développement d'un

« métier politique » et un grand partage entre représentant.es et représenté.es. Avec la montée en puissance de la référence au « savoir d'usage », au « savoir local » ou encore à « l'expertise du quotidien », dans la rhétorique de l'action publique et des mobilisations citoyennes, on assiste, sinon à un renversement, du moins à une redistribution des rôles entre spécialistes et profanes de la politique et de l'expertise scientifique. Le débat sur les conditions de possibilité d'une démocratisation de la science reste à creuser, en particulier sous l'angle des inégalités et de « l'égalité des intelligences » (Rancière, 2004) ou sous celui des « injustices épistémiques » (Medina, 2012).

Imaginaires

Dans l'imaginaire de nombre de chercheur.es travaillant sur les crises écologiques, le local apparaît comme la seule possibilité de penser la transition, voire de « faire de la politique ». Ce « local » est alors perçu comme celui des attachements territoriaux : ce qui est éprouvé, c'est-à-dire mis à l'épreuve mais aussi ressenti dans l'expérience que nous faisons des choses (Hennion, 2013). C'est « ce à quoi nous tenons » (Hache, 2011). Si le local recule comme lieu d'institution (avec les formes de recentralisation des espaces de décision), et/ou comme « biais » de recherche, il revient en force comme lieu de l'action collective et moyen de penser la possibilité même d'agir, comme espace où l'on pourrait encore avoir des marges de manœuvre, des « possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme » (Tsing, 2017). À l'inverse, le nombre d'élus locaux estiment ne plus avoir de marges d'action politique du fait des processus de métropolisation ou de constructions intercommunales, venant accélérer une crise de la démocratie représentative locale largement entamée. De la même manière, et notamment autour d'enjeux environnementaux, on assiste à un retour du local, voire de l'autochtonie, ou de l'autonomie, les définitions dominantes des « bonnes pratiques » étant souvent celles des « autochtones », ou du moins d'un local visible et institué comme tel. En matière d'énergie, on observe des tensions similaires : si les progrès techniques actuels poussent vers le local et la territorialisation, les autorités locales et de nouveaux acteur·trice·s de la transition énergétique, on peut observer une tension forte entre un État qui ne quitte pas réellement la scène et des formes de réappropriation par des acteur·trice·s locaux.

Quels sont les imaginaires sociaux relatifs à la localisation de la démocratie, et/ou de la place du local, du territoire, de la proximité, dans l'épreuve démocratique ? Du local comme lieu de l'enfermement et de l'étrécissement de vue et d'esprit, au local comme espace d'autonomie et d'innovation ; le local comme espace d'un entre-soi (excluant ou base de la confiance), de protection ou de réassurance, et ses effets en matière de démocratisation. Peut-on faire un inventaire de ces imaginaires, de leur réinvention, de leur réactivation ou de leur reformulation ? Que produisent-ils comme angles morts et comme ressources pour penser la démocratie, et qui les produit ? Au-delà de l'articulation classique entre local et global, comment, dans les épreuves démocratiques contemporaines, se jouent les assemblages et circulations entre le local et le cosmopolitique, entre localisé et globalisé (Appadurai, 1996) ?

Un des enjeux consiste alors à analyser de manière critique le détournement du vocabulaire associé à l'extension du domaine de la démocratie par des acteur·trice·s qui essaient de restreindre cet espace. La régression des droits démocratiques, en France tout comme en Europe ou ailleurs, fait partie de cette épreuve démocratique, avec des formes de libéralisme sans démocratie ou des démocraties sans liberté (Mounk, 2018).

Bibliographie

- Appadurai Arjun (1996), *Modernity at Large : Cultural Dimensions of Globalization*, Minneapolis, University of Minnesota Press.
- Brown Wendy (2018) *Défaire le dèmos*, Paris Éditions Amsterdam, 2018
- Chamayou Grégoire (2018), *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique.
- Codaccioni Vanessa (2019), *Répression. L'État contre les contestations politiques*, Paris, Textuel.
- Cossart Paula (2017), « Le communalisme comme « utopie réelle » », *Participations*, vol. 19, no. 3, pp. 245-268.
- Hache, Emilie (2011), *Ce à quoi nous tenons. Propositions pour une écologie pragmatique*, Paris, Empêcheurs de penser en Rond.
- Hayat Samuel (2019), « Six mois de “gilets jaunes” : un nouvel âge des mouvements sociaux », interview dans *Mediapart*, 17 mai 2019.
- Hennion Antoine (2013), « D'une sociologie de la médiation à une pragmatique des attachements », *SociologieS* [En ligne], Théories et recherches, mis en ligne le 25 juin 2013.
- Manin Bernard (2006), *Principes du gouvernement représentatif*, Paris, Flammarion, coll. « Champs ».
- Medina José (2012), *The Epistemology of Resistance. Gender and Racial Oppression, Epistemic Injustice, and the Social Imagination*, Oxford, Oxford University Press.
- Mouk Yascha (2018), *The People vs. Democracy : Why Our Freedom is in Danger and How to Save it*, Harvard, Harvard University Press.
- Rancière, Jacques (2004), *Le maître ignorant : cinq leçons sur l'émancipation intellectuelle*, Paris, Fayard.
- Rancière Jacques (2005), *La haine de la démocratie*, Paris, La Fabrique.
- Ross Kristin (2015), *L'imaginaire de la commune*, Paris, La Fabrique.
- Stiegler Barbara (2019), *Il faut s'adapter : sur un nouvel impératif politique*, Paris, Gallimard, « NRF Essais ».
- Tsing Anna (2017), *Le champignon de la fin du monde. Sur les possibilités de vivre dans les ruines du capitalisme*, Paris, La Découverte.
- Vanier Martin (2019), « Après la colère », *Urbanisme* n° 411, hiver 2018.

Comité d'organisation du colloque

- Marion Carrel, co-directrice du Gis D&P (CeRIES-Université de Lille)
- Maria Ines Fernandez Alvarez, membre du CS du Gis D&P (Université de Buenos Aires)
- Jean-Michel Fourniau, président du Gis D&P (Dest-Ifsttar et GSPR-EHESS)
- Maïté Juan, post-doc au GIS D&P (LISE – CNAM)
- Alice Mazaud, membre du CS du Gis D&P (CEJEP-Université de La Rochelle)
- Patrice Melé, membre du CS du Gis D&P (CITERES-Université de Tours)
- Catherine Neveu, présidente du CS du Gis D&P (IIAC-LACI, CNRS-EHESS)
- Fabrice Ripoll, membre du CS du Gis D&P (Université Paris-Est Créteil)
- Julien Talpin, co-directeur du Gis D&P (CERAPS/CNRS, Université de Lille)
- Stéphanie Tawa Lama-Rewal, membre du CS du Gis D&P (CEIAS, CNRS-EHESS)
- Sophie Wahnich, membre du CS du Gis D&P (IIAC-LACI, CNRS-EHESS)

MODALITÉS DE RÉPONSE

L'appel à contributions propose d'entrer de manière transversale dans les épreuves démocratiques qui seront présentées et analysées, pour se focaliser sur les réalités qu'elles questionnent. En sollicitant l'analyse de ces épreuves à travers quelques concepts transversaux (assemblages, circulations, imaginaires), nous attendons des réponses à l'appel à contributions qu'elles ne s'enferment pas dans le compte rendu d'expériences ou se limitent à des observations dans des registres conventionnels, mais plutôt qu'elles dégagent des pratiques et discours rapportés, par qui et comment du politique, du commun, du collaboratif, ou à l'inverse (ou dans le même temps) de l'autoritaire, de la répression ou de l'exclusion se déploient, dans quelles conditions et avec quels effets.

Les réponses attendues à cet appel à contributions peuvent émaner, séparément ou conjointement, de chercheur·e·s et d'acteur·trice·s de la participation. Elles peuvent avoir un format académique, nécessaire pour répondre aux attentes fortes de conceptualisation et de réflexivité sur l'action, ou des formats plus divers permettant aux acteur·trice·s de rendre compte de leurs initiatives, de les partager et de les mettre en discussion. Les réponses peuvent prendre la forme de communications, de retours critiques d'expériences, de témoignages réflexifs, de dialogues/entretiens, etc. Elles peuvent également proposer la tenue d'ateliers classiques, d'ateliers coopératifs ou prospectifs (mobilisant les méthodes du design). Elles peuvent enfin prendre la forme d'un stand, d'un affichage, d'une pratique.

Les propositions de contributions devront faire environ 2 pages et préciseront les questions creusées et le format retenu. En fonction des réponses, des événements en parallèle pourront être programmés, sans trop les multiplier toutefois, afin d'éviter la dispersion de la réflexion.

Les propositions doivent être déposées, au plus tard le 19 juillet 2019, sur le site [Sciencesconf.org](https://congresgis2019.sciencesconf.org)¹, à l'adresse :

<https://congresgis2019.sciencesconf.org/>

En cas de problème avec la plateforme, et pour toute question concernant l'AAC et le colloque, merci d'écrire à :

congresgis2019@sciencesconf.org et gis-dep@mshparisnord.fr

¹ L'accès à la plateforme Sciencesconf.org nécessite de créer un compte avant de pouvoir déposer une proposition.

Le Colloque aura lieu à la Maison des sciences de l'homme Paris Nord
20, avenue George Sand 93210 La Plaine Saint-Denis
Métro Front Populaire (terminus ligne 12)